



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

05/02/2026

***Construire un rapport de force pour
nos salaires, nos emplois, en finir avec la précarité.
La colère des travailleurs, de la jeunesse par la grève
doit résonner dans la rue.***

Le budget 2026 s'impose définitivement au 49.3 avec la complicité du P.S. Une offensive austéritaire d'une intensité supérieure à celle engagée en 2025. Ce budget entérine de 17 à 20 milliards d'euros de coupes budgétaires visant notamment le budget de l'État. Les services publics seront affaiblis, démantelés et préparés à la privatisation, idem concernant les collectivités locales.

Les coupes seront brutales :

*Le budget 2026 impose 515 suppressions de postes chez France Travail. Son Conseil d'Administration applique en adoptant un budget prévoyant 1038 suppressions de postes et une baisse de financement de l'État de 390 millions d'euros. Du jamais vu ! Pourtant, selon les derniers chiffres du chômage publiés par le ministère du Travail, le nombre travailleurs inscrits à France Travail est de 6 500 000, en augmentation de 6,8 % en un an. ! On votait pour: C.G.C, État, organisations patronales, abstentions: CFDT, CFTC. Seules la CGT et FO s'y sont opposées...

*Des menaces directes sur l'emploi et les conditions de travail vont durement frapper l'éducation nationale, le budget prévoit une vague massive de suppressions de postes d'enseignants. Dans les documents transmis aux syndicats 2 229 postes supprimés dans le premier degré et 1 803 dans le second. Encore une avancée dans la casse de l'école publique. De l'argent existe pour la police, l'armée mais pas pour l'éducation nationale !

*L'éducation, la jeunesse et l'université, les étudiants paieront la note. Le Parti socialiste a fait des concessions pour justifier sa non-censure et son soutien à cette nouvelle offensive. Repas étudiant à 1 euro, sans financement prévu, rabotage des budgets université recherche...

*L'enveloppe de l'apprentissage va plonger de 30 % : un recul du nombre de contrats et une mise en difficulté des CFA et des établissements de formation.

* le gouvernement et le MEDEF préparent déjà de nouvelles attaques. L'organisation patronale, a proposé la création d'un CDI à destination des jeunes pouvant être rompu sans motif pendant les premières années et payé moins que le Smic. Ressuscitant, en pire, le fameux CPE de Dominique de Villepin rejeté en masse par la rue il y a tout juste 20 ans. La jeunesse est considérée comme une réserve de main-d'œuvre à bas coût.

C'est une nouvelle tentative d'aggraver l'exploitation des jeunes ! Le MEDEF rappelle qu'il ne s'agit pour l'heure que de «propositions pour nourrir le débat.». Cela n'empêche pas le dialogue entre «partenaires sociaux» de reprendre cette semaine. La CGT fustige, cette proposition: «déclaration de guerre aux jeunes et aux salariés», mais comme le syndicat étudiant UNEF qui brandit la menace d'une mobilisation, tous restent l'arme au pied, comme ils l'ont fait sur le budget. c'est inadmissible !

*Dans l'audiovisuel public : le budget prévoit une nouvelle coupe de 86 millions d'euros, soit 162 millions d'euros de réduction en deux ans. En dix ans France Télévision a supprimé plus de 1.500 postes préparant la privatisation, objectif du patronat, de la droite et de l'extrême droite de Bardella/Le Pen.

*Les services publics sociaux, culturels ou environnementaux vont être étranglés et les élus locaux estiment l'impact réel entre 7 et 8 milliards d'euros; une saignée austéritaire sur les collectivités locales.

*Le budget prépare également de futures attaques contre les minimas sociaux comme avec la réforme de l'allocation sociale unifiée, fusionnant RSA, APL et prime d'activité, présentée comme un outil de « simplification ». En réalité, de nouvelles coupes massives.

* À contrario, les crédits des armées augmentent de plus de 6,7 milliards d'euros, cela confirme l'accélération de la militarisation engagée ces dernières années. Ouvrant largement les cordons de la bourse en faveur de l'appareil militaire impérialiste français alors que l'austérité frappe l'ensemble des services publics, des collectivités et des politiques sociales. Les budgets de la défense, de l'Intérieur, de la police et de la justice sont orientés à la hausse, 36 milliards d'euros supplémentaires pour le budget des Armées d'ici 2030 et Emmanuel Macron demande une actualisation de la loi de programmation militaire *"d'ici au 14 juillet"*.

Le patronat et ses 270 milliards de cadeaux sont épargnés. Le gouvernement s'est bien gardé de toucher aux cadeaux fiscaux et sociaux dont il se gave chaque année.

Ces quelques exemples montrent l'urgence de se préparer à affronter l'application de ce budget et les offensives à venir. Stopper le gouvernement, ses complices et le patronat dans leurs attaques.

La colère des travailleurs, de la jeunesse par la grève doit résonner dans la rue

Le patronat et le gouvernement connaissent uniquement le langage du rapport de force et de classe. Seule la paralysie de l'économie et de la société tout entière, dans la durée, les fera reculer et céder.

Dans ce processus de lutte se pose la question de la nécessité absolue de renverser la société capitaliste, son exploitation et ses guerres.

[© Copyright](#)